

© UNICEF/UN7075117_14

© UNICEF/UN7075117_14

© UNICEF/UN7075117_14

Améliorer l'efficacité des transferts monétaires dans le cadre des interventions en faveur de l'éducation

Février 2019



NORWEGIAN CAPACITY
OPERATED BY NRC



Funded by
European Union
Civil Protection and
Humanitarian Aid

Bien que le référentiel de connaissances sur les pratiques générales relatives aux transferts monétaires se soit enrichi, d'importantes lacunes théoriques persistent concernant l'utilisation des transferts monétaires en faveur de l'éducation en situation d'urgence. En outre, ces programmes sont généralement menés par des experts en transferts monétaires travaillant au sein d'organisations humanitaires et du système de protection sociale de l'État. Bien souvent, les professionnels de l'éducation n'ont que peu d'influence, voire aucune, sur les activités de lancement, de planification et de conception.

Par conséquent, le cluster Éducation mondial¹ a lancé une série d'activités, notamment des événements tels que celui-ci, la réalisation d'une étude financée par la direction générale Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes, qui vise à recenser les pratiques en vigueur en matière de transferts monétaires en faveur de l'éducation en situation d'urgence et les résultats afférents, ainsi que des partenariats visant à intégrer systématiquement les transferts monétaires dans les interventions en faveur de l'éducation en situation d'urgence.

Qu'est-ce que les transferts monétaires ?

Les **transferts monétaires** désignent les programmes d'assistance qui prévoient la distribution directe aux bénéficiaires d'aide humanitaire d'un instrument de paiement (argent en espèces ou coupons), et non à un gouvernement ou à d'autres acteurs étatiques. Dans les contextes de développement, cette aide s'apparente à un système de protection sociale, qui transfère de l'argent aux particuliers et aux ménages afin qu'ils puissent se procurer des biens et des services de base. Dans les contextes de crise humanitaire, l'argent permet de répondre aux besoins engendrés par une crise, notamment un conflit ou une catastrophe naturelle.

Depuis quelques années, les transferts monétaires sont beaucoup plus plébiscités, car ils permettent de répondre aux besoins humanitaires de manière efficace, efficiente et flexible, tout en respectant la dignité des personnes. Ils sont toutefois peu utilisés pour financer l'éducation en situation d'urgence.

La documentation et les données probantes issues des programmes ont permis de relever un certain nombre d'avantages liés à l'utilisation des transferts monétaires. Les transferts monétaires stimulent l'économie locale et constituent bien souvent le premier choix des bénéficiaires², qui disposent d'une plus grande marge de manœuvre, se sentent respectés dans leur dignité et peuvent décider eux-mêmes de la meilleure façon de satisfaire leurs besoins. Il est plus facile pour les personnes ayant des besoins

Typologie des transferts monétaires

Transferts monétaires à usages multiples : Ce terme se réfère au montant d'argent (régulier ou ponctuel) dont un ménage a besoin pour subvenir en tout ou partie à un ensemble de besoins de base et/ou de rétablissement. Les transferts monétaires à usages multiples sont par défaut non restrictifs.

Intervention monétaire sectorielle : Ce terme désigne les transferts monétaires visant à atteindre des objectifs propres à un secteur. Les interventions monétaires sectorielles peuvent être conditionnelles ou inconditionnelles. Les transferts d'espèces sont toujours non restrictifs ; les coupons sont quant à eux restrictifs.

Transfert monétaire conditionnel : Ce terme désigne une aide en espèces ou en coupons assortie de conditions. Le bénéficiaire doit réaliser une action/activité donnée (par exemple, aller à l'école) afin de bénéficier de l'aide. Autrement dit, il doit remplir certaines conditions avant de recevoir le transfert.

Définitions du [Cash Learning Partnership](#)

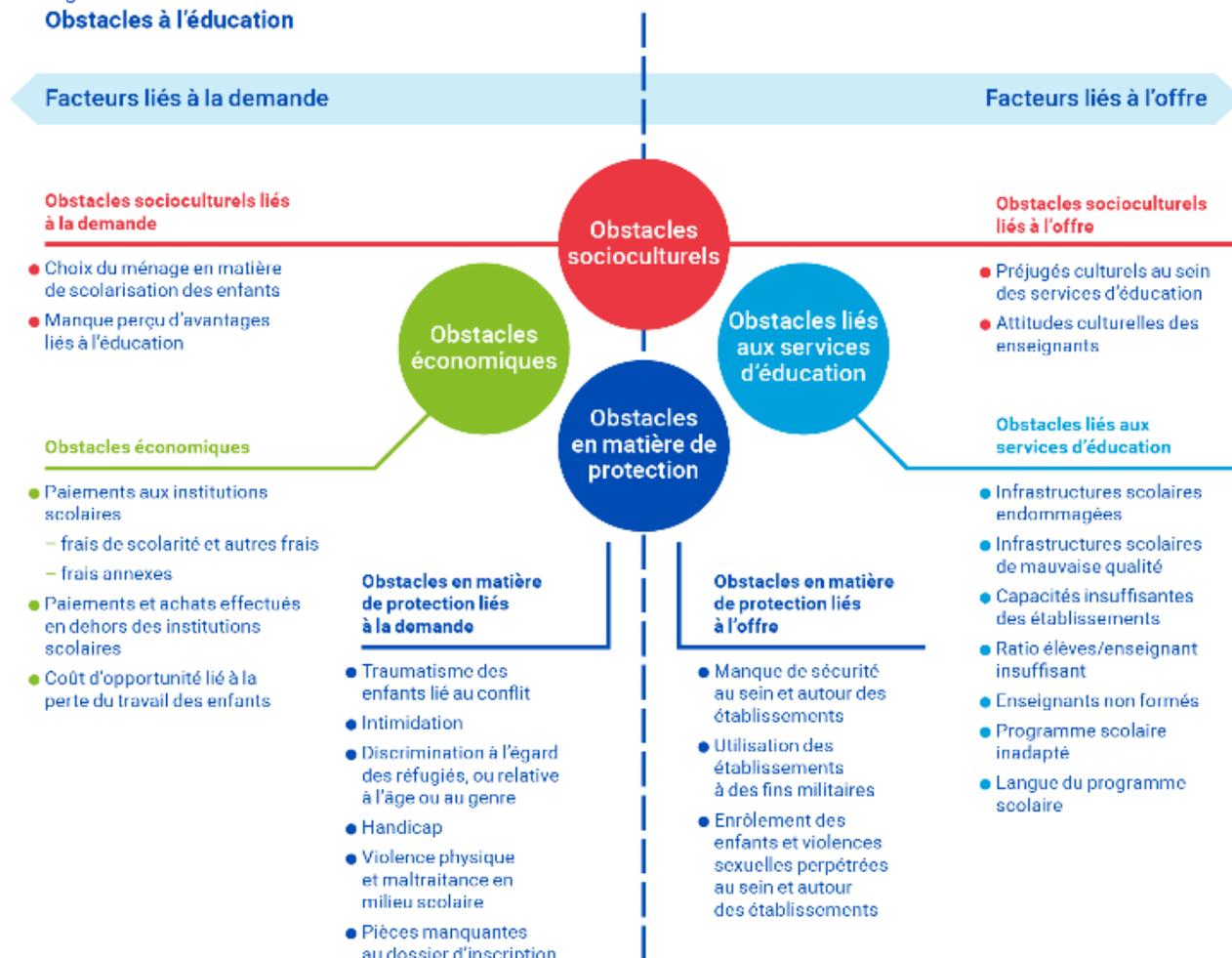
¹ Avec le soutien de la direction générale Protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes et de NORCAP/CashCap.

² Berg M., Mattinen H. et Pattugalan, G., 2013, *Examining Protection and Gender in Cash and Voucher Transfers*, PAM et HCR.

particuliers (groupes marginalisés, minorités, etc.) de se procurer des biens et des services avec de l'assistance en espèces. Enfin, cette modalité est jugée plus sûre, aussi bien pour les bénéficiaires que pour les organismes prestataires³.

En quoi consistent les transferts monétaires en faveur de l'éducation en situation d'urgence ? Quelle est leur utilité ? Quelles sont leurs limites ?

Figure 1
Obstacles à l'éducation



³ Outil d'analyse des risques et bénéfices en matière de protection, HCR, 2017.

Les enfants rencontrent de nombreux obstacles liés à l'offre et à la demande qui freinent leur accès à l'éducation. Voir l'infographie ci-dessus.

Selon une cartographie à grande échelle menée par le Cash Learning Partnership (CaLP) au cours du premier semestre 2018, **les transferts monétaires en faveur de l'éducation en situation d'urgence permettent d'éliminer les obstacles économiques qui empêchent les enfants touchés par une crise d'accéder à l'éducation, et contribuent ainsi à la hausse du taux de scolarisation et d'assiduité**⁴.

Les transferts monétaires en faveur de l'éducation en situation d'urgence sont une aide déterminante pour les familles, car ils leur permettent de :

- se procurer les fournitures scolaires nécessaires.
- régler les frais de scolarité et de transport.
- compenser le coût d'opportunité lié à la perte du travail des enfants.

Les transferts monétaires en faveur de l'éducation en situation d'urgence contribuent à réduire le taux d'abandon scolaire et favorisent la réintégration des enfants non scolarisés. De plus, les transferts conditionnels aident à surmonter les obstacles culturels et à faire prendre conscience aux gens de la valeur de l'éducation, ce qui favorise le changement des comportements⁵. Ce dernier point concerne essentiellement les programmes de développement et les contextes marqués par une crise humanitaire prolongée. Il est peu probable qu'il s'applique aux programmes d'aide humanitaire plus courts.

Dans les contextes de crise prolongée, les transferts monétaires sectoriels sont la modalité la plus couramment employée dans le secteur de l'éducation en situation d'urgence. En règle générale, ils couvrent les besoins liés à l'éducation pour une année scolaire et sont intégrés à d'autres interventions. Bien que plus chronophage, cette approche donne d'excellents résultats dans les situations d'urgence. Elle se traduit notamment par un recul de l'abandon scolaire, une hausse de la scolarisation des enfants non scolarisés, et une amélioration de l'assiduité et des résultats en matière d'éducation. Ainsi, dans le cadre de son programme d'assistance monétaire en faveur de l'éducation en situation d'urgence mené en Iraq, l'UNICEF finance les dépenses en matière d'éducation pour toute l'année scolaire, ainsi qu'un dispositif d'orientation vers les services de protection et de santé. Le programme affiche un taux de réussite de presque 100 % en matière de prévention de l'abandon scolaire. Il a également eu des retombées très positives sur la scolarisation des enfants non scolarisés.

Dans le cadre des transferts monétaires en faveur de l'éducation en situation d'urgence, les bénéficiaires reçoivent généralement un versement ponctuel pour couvrir les dépenses plus

Les transferts monétaires sont reconnus pour leur capacité à répondre aux besoins humanitaires de manière efficace, efficiente et flexible, en respectant la dignité des personnes.

- Les transferts monétaires en faveur de l'éducation en situation d'urgence sont fréquemment employés pour éliminer les obstacles économiques empêchant les enfants touchés par une crise d'accéder à l'éducation, et contribuent ainsi à la hausse du taux de scolarisation et d'assiduité.
- Les transferts monétaires offrent davantage de flexibilité que l'assistance en nature, car ils permettent aux populations touchées de décider elles-mêmes de la meilleure façon de satisfaire leurs besoins, ce qui permet un plus grand respect de leur dignité.
- Les transferts monétaires renforcent et stimulent les marchés et l'économie locale.

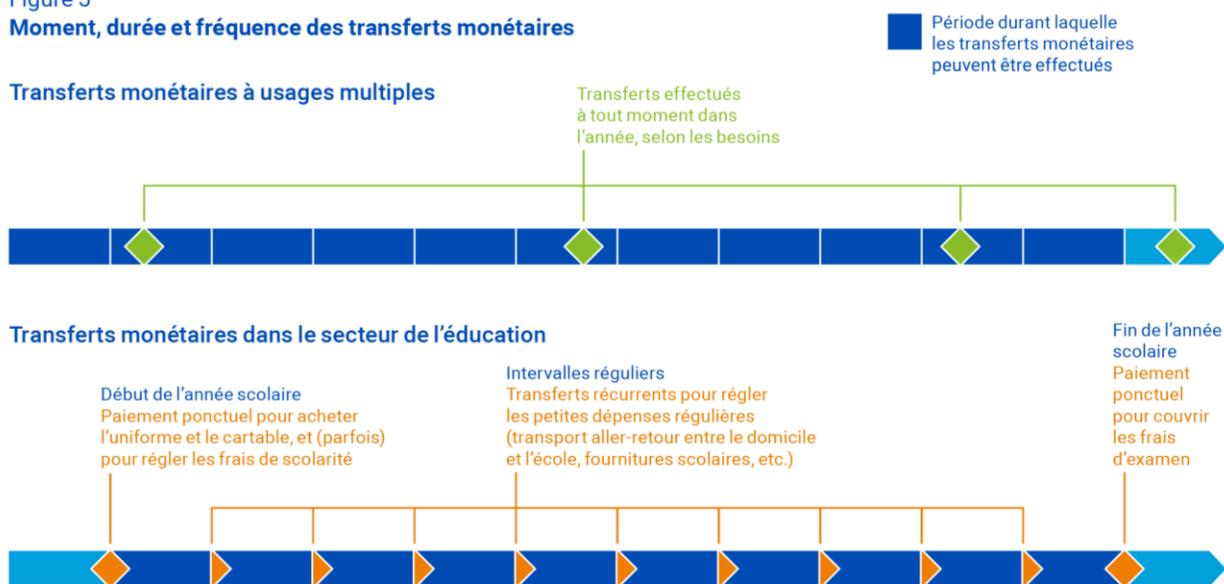
⁴ Cross A., Sanchez Canales A., et Shaleva E., 2018, *Emergency Cash: Education and Child Protection. Literature Review and Evidence Mapping*, CaLP.

⁵ HCR, 2018c, *Cash for Education. A Global Review of UNHCR Programmes in Refugee Settings*. Disponible à l'adresse suivante : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/5a280f297.pdf>, et Bailey S., 2009, *An Independent Evaluation of Concern Worldwide's Emergency Response in North Kivu, Democratic Republic of Congo*, Concern Worldwide et Groupe de politique humanitaire de l'ODI. Disponible à l'adresse suivante : <https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/5090.pdf>.

importantes au moment de la rentrée scolaire, puis des petits versements réguliers pour régler les dépenses courantes durant l'année scolaire. On sait en effet que les ménages ont tendance à dépenser l'argent dont ils disposent pour satisfaire leurs besoins les plus urgents. Par souci de commodité, les petits transferts réguliers sont généralement octroyés sous forme de versements étalés sur plusieurs mois.

Quelques programmes ont tenté d'augmenter la fréquence des versements, ce qui accroîtrait la propension des ménages à dépenser l'argent dans des achats liés à l'éducation. C'est notamment le cas du programme de l'UNICEF Réponses alternatives pour les communautés en crise (ARCC) : les ménages recevant une aide financière en trois versements au lieu d'un seul étaient plus susceptibles de l'utiliser pour régler les frais de scolarité.

Figure 5
Moment, durée et fréquence des transferts monétaires



Les transferts monétaires à usages multiples constituent très souvent une intervention de première ligne dans les situations d'urgence, mais sans y intégrer les composantes de l'éducation ni celles de la protection de l'enfance. Le calcul de la valeur de transfert ne prend pas toujours en compte les dépenses liées à l'éducation, en dépit du fait que les familles dépensent une partie de cet argent dans l'éducation. Dans certains cas, les transferts monétaires à usages multiples ont eu un effet positif sur l'éducation en situation d'urgence : ils ont fait reculer les stratégies d'adaptation négatives, telles que le retrait des enfants de l'école.

Il convient de systématiser et de renforcer les pratiques visant à calculer la valeur de transfert dans le cadre des interventions monétaires en faveur de l'éducation en situation d'urgence. La majorité des programmes de transferts monétaires à usages multiples et de transferts monétaires sectoriels consacrés à l'éducation en situation d'urgence s'appuient sur la méthodologie du panier de dépenses minimum⁶ pour calculer le montant du transfert. D'après un examen portant sur 20 paniers de dépenses minimum, moins de la moitié de ces paniers de dépenses minimum incorporaient les coûts liés à l'éducation, alors que l'on savait pertinemment que, dans certains projets, les familles dépensaient une partie de l'aide reçue dans l'éducation. Cela s'est également vérifié dans le cadre des programmes de

⁶ Dans le cadre des transferts monétaires à usages multiples, le panier de dépenses minimum fait référence à ce qui est nécessaire au ménage, sur une base permanente ou saisonnière, pour satisfaire ses besoins de base, et au coût moyen engendré.

transferts monétaires à usages multiples menés en Iraq par le HCR et le Cash Consortium. La valeur de transfert ne prenait pas en compte les dépenses liées à l'éducation et ne couvrait les besoins de base que sur une période allant de un à trois mois. Or, le suivi a révélé que les bénéficiaires dépensaient toujours entre 3 et 4 % de la valeur totale du transfert dans l'éducation. En outre, la stratégie d'adaptation négative consistant à retirer les enfants de l'école a nettement reculé après le premier transfert, et plus encore après le deuxième.

Principaux points à retenir

Comme nous l'avons vu précédemment, les transferts monétaires en faveur de l'éducation en situation d'urgence comportent de nombreux avantages. Non seulement ils offrent plus de flexibilité et de choix aux enfants et aux familles, mais ils permettent également aux prestataires et aux donateurs d'améliorer la rentabilité et l'efficacité de leurs interventions. La discussion d'aujourd'hui va nous permettre d'approfondir ces questions et d'étudier trois éléments essentiels à la réussite des programmes d'éducation en situation d'urgence et à leur déploiement à grande échelle : la coordination, l'intégration et les liens avec le système de protection sociale.

Les transferts monétaires ne doivent pas constituer une intervention isolée. Les programmes de transferts monétaires⁷ doivent impérativement être intégrés avec d'autres interventions en faveur de l'éducation en situation d'urgence, ceci afin de surmonter les obstacles non économiques (faiblesse du système de l'éducation, risques en matière de protection, etc.) qui pourraient empêcher les enfants et les jeunes d'accéder à l'éducation. Dans les programmes ayant adopté cette approche, on constate une hausse du taux de scolarisation et de maintien dans le milieu scolaire, ainsi qu'une stabilisation du taux d'assiduité. Toutefois, cette bonne pratique n'est pas encore appliquée de façon systématique.

Les transferts monétaires doivent si possible être reliés au système de protection sociale déjà en place, afin de renforcer les liens entre action humanitaire et développement au sein du secteur de l'éducation. Bien que des progrès aient déjà été accomplis sur ce point, le niveau de couverture des transferts monétaires entre les contextes d'aide humanitaire et de développement peut encore être amélioré. En effet, les ménages sont exposés à des chocs multiples et récurrents en raison des lacunes des interventions actuellement mises en œuvre. En reliant les programmes de transferts monétaires en faveur de l'éducation en situation d'urgence au système de protection sociale existant, on garantit la continuité et la cohérence des interventions humanitaires et de développement, ce qui ouvre la voie au développement du capital humain. Même avant d'envisager la création d'un lien durable, le système de protection sociale existant peut assurer la prestation des transferts monétaires en situation de crise humanitaire, et contribuer ainsi au renforcement de l'État.

Il convient d'améliorer la coordination entre les spécialistes de l'éducation en situation d'urgence, les autres secteurs, et les groupes de travail sur les transferts monétaires, et ce, tout au long du cycle de programme humanitaire. Il est peu réaliste de penser que le secteur de l'éducation peut recueillir à lui seul toutes les données requises concernant le revenu des ménages, leurs dépenses, et leur accès aux marchés. En accédant aux données des autres secteurs, les acteurs de l'éducation peuvent envisager les obstacles liés à l'offre autrement que du point de vue scolaire⁸.

⁷ Par exemple, la promotion d'un environnement d'apprentissage sûr et sain, le développement du programme scolaire et des compétences des enseignants, et la prise en charge des cas.

⁸ Les obstacles liés à l'offre sont la disponibilité, l'accessibilité, la fonctionnalité et la sécurité des services et des infrastructures d'enseignement.